

La Chine contrainte de privilégier la croissance à court terme aux indispensables réformes

La semaine du plénum du parti communiste chinois. En vue : le XIIIe plan quinquennal 2016-2020

Bataille de chiffres et d'influences au sein du comité central : plus de diagnostics que de vision

Les objectifs officiels de croissance se réduisent, mais restent très (trop?) élevés

L'accélération du QE chinois annonce une politique sacrifiant les réformes à l'expansion économique

Le yuan, monnaie internationale : le mirage d'une réforme lancée par une devise de référence

La Chine contrainte de privilégier la croissance à court terme aux indispensables réformes

Ce lundi 26 octobre, le parti communiste chinois a réuni le plénum de son comité central. La terminologie, un peu désuète depuis la chute de l'Empire soviétique, nous rappelle le fonctionnement du régime totalitaire de la Chine. Les quatre journées de ce plénum doivent fixer le 13ème plan quinquennal, établi pour la période 2016-2020. Une « ardente obligation » qui est chez nous un rappel un peu nostalgique des fameuses trente glorieuses. Cela fait maintenant vingt-trois ans que nous avons officiellement abandonné la gestion étatique et programmée (sur quatre ans) de notre économie. Pourtant, la troisième économie mondiale (derrière l'Union Européenne et les États-Unis) va être placée dans un cadre assez précis. Dirigiste même.

Bataille de chiffres et de diagnostics pour le pouvoir au sein du comité central

Comme toujours en amont de décisions de structures, les rumeurs et les déclarations se multiplient pour marquer les positions, faire pression sur les choix finaux. Dans les derniers jours, le secrétaire général du parti Xi Jinping (qui cumule cette fonction décisionnaire avec la présidence de la République Populaire), le Premier ministre Li Keqiang et le gouverneur de la Banque Populaire ont tenté de mettre de l'ordre dans un débat sur la croissance pris entre des fractions rivales du parti et, surtout, des puissances régionales. La position lénifiante et optimiste à (très) long terme est revenue au président, mais le chef du gouvernement a cherché à relativiser le fameux objectif de 7 % de croissance de l'économie sur l'exercice 2015. Le patron de la banque centrale Yi Gang a encore réduit les ambitions : il vise pour les cinq ans à venir une stabilisation de l'expansion de l'économie entre 6 et 7%.

La question de la réalité du pouvoir est illustrée par cette offensive médiatique. On connaît les hommes qui le personnalisent. On a du mal à savoir quels sont les ressorts d'une majorité de membres cooptés d'une entité (le comité central) cumulant les pouvoirs d'État, mais devant les partager avec des baronnies féodales, avec des

patrons de groupes étatiques ou paraétatiques, avec les responsables de la gestion des établissements financiers. Ce qui apparaît en tous cas, pour le moment, c'est l'affirmation d'un diagnostic plus que des orientations stratégiques.

Une révision en baisse de la croissance qui n'est pas terminée

On ne peut pas en finir avec la question de l'inflexion de la croissance et, surtout, son niveau réel. La crédibilité des statistiques officielles est pour le moins mise en doute. Il semble avoir, à l'extérieur, le seul Fonds Monétaire International pour valider le taux de 6,9 % pour cette année. De nombreuses crises ont illustré la priorité politique des estimations de l'institution. Le mot d'ordre est la stabilité des économies et, par conséquent, de ne pas publier des analyses qui pourraient engager, par la constatation d'une tendance, des spirales dépressives.

Le FMI soutient par construction les pouvoirs en difficulté, concentrant ses critiques sur les pays ou les zones qui auraient les moyens de supporter ses médications, en premier lieu l'Europe et les États-Unis, mais aussi les monarchies pétrolières par exemple. Dans cette question chinoise, il semble faire son possible pour rapprocher très progressivement ses estimations de croissance de la réalité (sans doute proche de 5%) et il a abaissé à 6,3 % sa projection 2016.

Les données objectives – par exemple la production d'électricité – mettent en évidence le biais des statistiques officielles. Comme toujours cependant, il y a du plus et du moins dans les derniers chiffres. Les prix du marché de l'immobilier sont stabilisés (sans doute avec un nouvel effort du secteur bancaire), mais les indicateurs de la production industrielle s'enfoncent et retrouvent leurs niveaux de crise en 2009. Les importations se sont inscrites en fort recul (20,4 %) en septembre et le secteur des services, encore en développement se rapproche de la stagnation.

Le mirage de la promotion du yuan comme catalyseur des réformes

Ce dernier point a poussé à agir : c'est la transition du modèle économique basé sur les exportations vers un partage plus équilibré de la contribution à la croissance au profit de l'interne (consommation et services) qui est nettement freiné. La réaction de la Banque Populaire de Chine a surpris par sa rapidité et sa vigueur : elle a abaissé de 0,25 % ses taux directeurs la semaine dernière, ce qui ramène la rémunération des dépôts à 1,75 %, à peine plus que le rythme d'inflation constaté. Le soutien à l'économie se double d'un abaissement des taux de réserves obligatoire des banques. Alors que le système financier est loin de présenter une situation saine, l'accélération de l'assouplissement quantitatif en œuvre est, plus qu'aucune statistique économique, l'indice des incertitudes conjoncturelles.

Cette gestion monétaire à vue prolonge une politique quasi-mondiale des banques centrales qui se sont installées dans des stratégies qui ne devaient au départ être que des mesures d'urgence pour éviter que la crise financière de 2007/2008 tourne à la dépression. De l'urgence à la vision, le plan quinquennal du parti communiste chinois devrait s'inscrire dans la deuxième intention. Pourtant, l'évolution du modèle, les réformes pour tout dire, passent aujourd'hui au second plan et la priorité sera donnée à la croissance économique. Cela signifie que la crise de surcapacité et de surendettement en Chine ne va pas être assainie, au contraire. L'enchaînement des soutiens monétaires et d'investissements publics va entretenir le cycle, avec un caractère artificiel qui en limitera la portée.

Le maintien d'une croissance minimale est une nécessité et la perspective pour la Chine de la reconnaissance officielle de sa monnaie est aujourd'hui une priorité qui justifie de sacrifier les réformes au fond. En quelque sorte, l'intégration du yuan dans le panier des droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI devancera l'évolution du modèle économique et social et le favoriserait même. Attention : la création de l'euro devait lancer la création d'une zone cohérente sur le plan fiscal, social et économique en général. On voit aujourd'hui en Europe que la monnaie à elle seule ne dirige pas l'économie.